

EMPREINTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'Île-de-France, acteur moteur de la chimie française

Le 18 juin dernier, l'UIC Île-de-France a présenté les résultats d'une **analyse sur l'empreinte socio-économique de la chimie francilienne**. Une enquête qui permet de se rendre compte de sa contribution importante en matière d'emplois et de développement industriel sur le plan national.

Par Dinhill On

Si la région rhônalpine est souvent citée comme un territoire majeur de la chimie en France, il y en a une autre, plus méconnue, qui contribue fortement au rayonnement de cette industrie : l'Île-de-France. Représentant plus de 25 % des emplois de la filière nationale (directs et indirects compris), la chimie francilienne se caractérise par une diversité en matière de typologies d'entreprises, d'activités et de débouchés marchés. « Une des difficultés de la chimie, c'est qu'il s'agit d'une industrie essentiellement en B to B, souvent méconnue du grand public. Or il est indispensable d'avoir une acceptation de ce secteur, que ce soit pour des aspects de sécurité ou d'environnement », indique Gilles Le Maire, délégué général de l'UIC Île-de-France. C'est notamment pour mesurer le poids de la chimie francilienne qu'une étude a été demandée auprès du cabinet de conseil Utopies qui fait suite aux travaux réalisés par le Crocis (Centre d'observation économique régional de la CCI francilienne) en 2017. La nouvelle étude d'Utopies a consisté à déterminer l'empreinte socio-économique de la chimie francilienne, en évaluant les impacts directs (emplois et valeur ajoutée des activités des entreprises chimiques), indirects (fournisseurs en amont) et induits

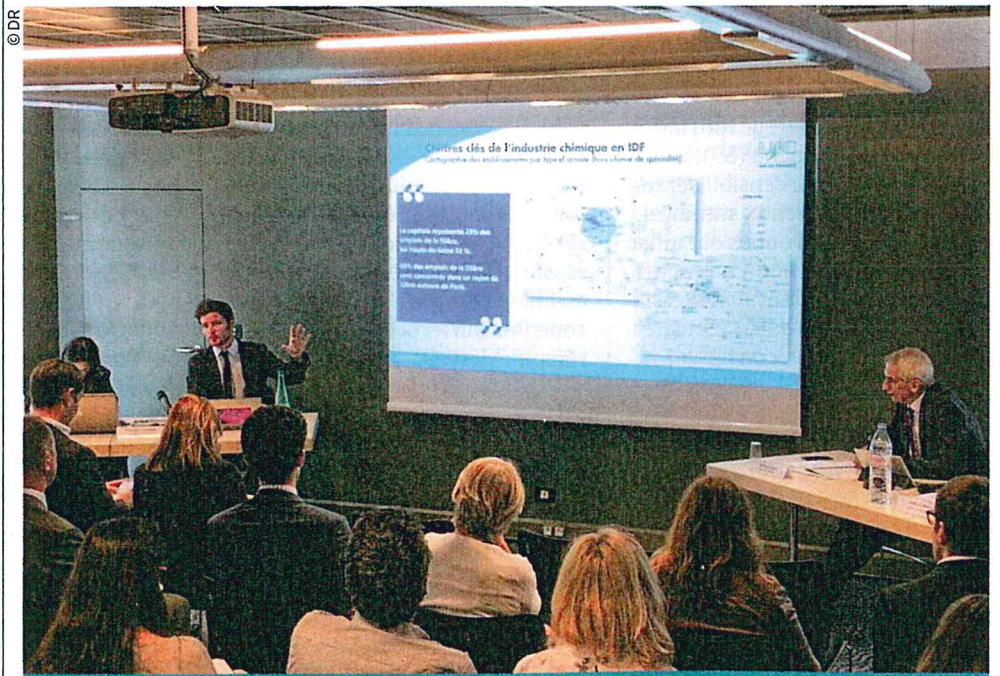
L'étude de l'empreinte socio-économique de la chimie francilienne a été, cette année, réalisée par le cabinet Utopies.

(activité liée à la dépense des salaires et aux taxes publiques). « Pour ce faire, nous avons développé une solution dénommée Local Footprint. À partir du dénombrement des emplois directs de l'Insee, nous sommes en mesure d'estimer les flux économiques injectés en fonction de la production », détaille Antoine Joint, manager Étude d'impacts et Économies locales durables chez Utopies. Avant d'ajouter : « Outre, l'étude globale de la "branche Chimie" en Île-de-France, nous avons décidé de faire deux focus sur la chimie de base

(organique et minérale) et celle de spécialités (savons, parfums, cosmétiques, pharmacie) ». Les résultats de cette enquête ont été dévoilés à l'occasion d'une réunion d'information, qui s'est tenue le 18 juin.

La chimie francilienne fournit des emplois directs

L'étude menée par le cabinet Utopies recense, à la fin de l'année 2017, un total de 54 940 collaborateurs directs dans la chimie en Île-de-France, dont 55 % sont concentrés dans un rayon de 10 km autour de Paris. Le département des Hauts-de-Seine est la principale région du secteur chimique francilien avec 32 % des emplois directs, suivi par Paris (23 %). En ce qui concerne la typologie des entreprises, il semble intéressant de noter que Paris dénombre de nombreuses TPE de moins de 20 salariés (32 % des entreprises



chimiques recensées). Les Hauts-de-Seine hébergent également 25 % de TPE ainsi que 25 % de PME (< de 200 salariés). En outre, ce département abrite les sièges sociaux de grands groupes de la chimie, parmi lesquels BASF, Arkema ou encore L'Oréal.

En regardant la répartition par type d'activité, l'Île-de-France héberge principalement une chimie de commerce de gros (parfum, beauté, vente de produits chimiques, ou autres activités liées à la Convention collective nationale des industries chimiques), avec 27 969 postes directs (soit 51 % des emplois sectoriels de la région).

La chimie de spécialités représente 39 % de la filière francilienne (21 591 postes) toutes productions confondues. Sur ce segment, 72 % des emplois directs en Île-de-France sont relatifs à la fabrication de produits de toilette et cosmétiques, principalement à Paris et les Hauts-de-Seine. L'Essonne est orientée davantage dans les revêtements et les peintures (40 % des emplois directs), et sur les savons et produits de nettoyage (29 %). La fabrication de produits d'entretien et d'hygiène représente également une bonne part (30 %) des employés directs en Seine-et-Marne. Enfin, le Val-de-Marne constitue le principal bassin francilien d'emplois pour la production de préparations pharmaceutiques (39 %).

Quant à la chimie de base, elle ne pèse que 10 % des emplois régionaux (5 380 salariés). En regardant par département, l'étude indique que Paris, l'Essonne et les Yvelines sont focalisés dans la fabrication de produits chimiques inorganiques de base (avec respectivement 36, 44 et 48 % des emplois). La Seine-Saint-Denis se centre davantage sur la fabrication de pigments et de colorants synthétiques (68 %), tandis que le Val d'Oise est spécialisé dans la fabrication d'engrais (qui représentent 47 % des postes directs).



Jean-Luc Fugit, député LaREM de la première circonscription du Rhône, était présent lors de cette réunion d'information.

Selon l'étude du cabinet Utopies, l'industrie chimique en Île-de-France permet de soutenir près de 64 000 emplois via sa chaîne de fournisseurs, répartis entre différents secteurs : la R&D et le consulting (13 150 postes), les services de support aux entreprises (7 759 salariés), les transports et la logistique (7 658 collaborateurs), le BTP (7 484 emplois) et le commerce/négoce (7 127 postes).

100 000 emplois induits dans la santé et l'éducation

Les salaires et les taxes liées à la chimie et sa chaîne de fournisseurs sont à l'origine de près de 100 000 emplois induits, principalement dans la santé (hôpitaux, cliniques) et l'éducation (établissements d'enseignement primaire et secondaire). « En regardant la part de la chimie sur la région, on s'aperçoit que le secteur

permet de générer 13 milliards d'euros sur le PIB en Île-de-France, ce qui représente près de 2 % du total régional », complète Antoine Joint (Utopies). Concernant ce PIB généré par l'industrie chimique en Île-de-France, il est intéressant de noter qu'il est essentiellement issu de trois départements : les Hauts-de-Seine (3,7 milliards d'euros), Paris (3,4 milliards d'euros) et la Seine-Saint-Denis (1,4 Mrd €). En matière de dépenses en achats, l'industrie chimique en Île-de-France totalise 6,5 Mrds €, répartis à 49 % pour les spécialités (3,175 Mrds €), à 29 % pour les commodités (1,893 Mrd €) et à 22 % pour les activités liées à la convention collective de la chimie. L'évaluation de l'empreinte socio-économique de la chimie francilienne réalisée par le cabinet Utopies souligne le poids important de ce secteur aux niveaux non seulement régional mais aussi national. La diversité des activités chimiques en Île-de-France lui garantit des atouts significatifs pour relever les défis dans le futur. « La chimie a un rôle à jouer à la fois dans la dynamique économique et la transition vers une région plus verte. Pour cela, il est important de rechercher des points de convergence et d'équilibre pour l'intérêt à la fois d'une Région et de la filière chimie », souligne Jean-Luc Fugit, député LaREM de la première circonscription du Rhône. •

LA CHIMIE FRANCILIENNE EN CHIFFRES

- 54 940 emplois directs
- 2,9 Mrds € de rémunérations salariales
- 4,7 Mrds € de valeur ajoutée
- 6,5 Mrds € d'achats en France
- 377 M€ de taxes et impôts versés
- 13 Mrds € de PIB généré